



## **Ghassan Tuéni: *Sauver l'héritage, et non pas le système***

*Député, ministre, ambassadeur, mais surtout journaliste, le patron du Nahar aura tout connu. Du Liban de «l'âge d'or» à celui de l'enfer, avant une cahoteuse renaissance, il fut et reste le spectateur engagé. Trop engagé, diront certains, trop diversement, diront d'autres. Régulièrement tiraillé entre les pouvoirs et leur dénonciation, lui se verrait plutôt comme la «mauvaise conscience» du Liban. Il s'en explique dans un long entretien-document avec Samir Kassir.*

*DEPUIS QUE LA GUERRE EST FINIE, le Liban baigne dans une nostalgie permanente. Et nous y sommes plus que jamais en cette fin de 1996. Naturellement, le discours de la nostalgie s'alimente d'événements actuels, le dernier en date étant l'inauguration du Casino du Liban. Devant le florilège de commentaires qui ont accompagné cette «renaissance», on a l'impression que le propos sous-jacent tient dans un faux syllogisme: quand le Liban était beau, il y avait le Casino; il y a de nouveau le Casino, donc le Liban est de nouveau beau.*

Il y a effectivement là une grave erreur de logique. J'entends: à l'échelle des *annonciateurs*, si l'on peut ainsi s'exprimer. Le Casino était l'expression «absolue» d'une politique économique, son point culminant. On ne peut pas en faire, comme on semble le vouloir aujourd'hui — vous avez raison — le point de départ de la construction d'une société nouvelle, d'un Liban tout neuf, celui de demain, même si l'on pense ainsi faire véhiculer par le Casino la mémoire des fastes d'antan. Ici, une image, un mythe, une allégorie, me vient à l'esprit. Si les habitants de Pompéï, reconnue comme un haut-lieu de perdition, devaient revenir à la vie et reconstruire leur ville détruite, commenceraient-ils par les Bains, les salles de fêtes ornées des fresques que, l'on connaît? Certes pas !

La *culture casino*, on en guérit aisément, mais on ne brade pas pour autant l'espoir de pouvoir refaire et repenser une société d'affluence. Ceci étant, il n'est pas dit que le Casino, tel que conçu aujourd'hui, ne puisse pas être une composante nécessaire à l'économie qu'on nous propose. Ce casino, qu'était-il avant-guerre? C'était un élément central dans la mesure où il faisait appartenir le Liban à un ensemble plus large du Moyen-Orient. C'était la période où les cheikhs du pétrole avaient besoin de jouer, mais ne savaient pas aller, pas tous du moins,



sur la Côte d'Azur ou dans les clubs de Londres. En ce sens, c'était un produit dérivé de l'économie du pétrole sur laquelle le Liban s'était greffé. Le Casino, comme les banques, servait à recueillir les dépôts du Golfe car nos frères du pétrole n'avaient pas encore découvert les banques étrangères ni l'investissement.

Le Casino, c'était l'époque de la Middle East Airlines, des très grands hôtels, des sociétés foncières de Beyrouth, de l'Intra; c'était donc l'essor d'un certain Liban qui était havre et intermédiaire. Pourquoi était-ce une culmination? Depuis Charles Corm, depuis l'invention de la notion d'un Liban «point de passage», on avait envisagé la rencontre des cultures, exaltée même par des philosophes tel Charles Malik, mais on n'avait pas exalté le Liban point de rencontre des services et de l'argent. Peut-être qu'à l'époque de la Pléiade des années 30, on pensait que le Liban pouvait vivre simplement de cèdres, de ski, de mer, de verdure et de poésie. Et puis, l'hinterland arabe, c'était toute l'aridité, donc la pauvreté du désert.

Est-ce de ce Liban que l'on est nostalgique? Non, car il est injuste de penser qu'il n'y avait que le Casino, ou que la MEA, ou que les banques, les hôtels etc... Nulle part au monde il ne peut y avoir de prospérité économique sans que cette prospérité économique soit accompagnée d'un phénomène de culture. Il n'y a pas de prospérité économique dans une société sous-cultivée. La prospérité économique dans une société sous-cultivée est un phénomène de colonialisme. Une prospérité qui se place dans un développement naturel de la société est nécessairement accompagnée d'une presse libre et florissante, de recherche intellectuelle, d'édition, d'universités, de plurilinguisme. Toute une culture, donc, qui a fait accepter au président Mitterrand de préfacer un livre de l'ancien président, Charles Hélou avec ces mots «*Le Liban, pays de Georges Schéhadé et de Nadia Tuéni*». Il n'a pas parlé du Liban du Casino, ni de celui de la finance ou du tourisme.

Il y a toujours une poésie anti-sociale qui accompagne la prospérité, une révolte etc. Il n'y a pas de prospérité sans révolte contre la prospérité, nous pouvons citer mille exemples historiques à cet égard.

Il y avait donc une société riche, non pas seulement d'argent, mais de poètes, de peintres, de beaux-arts, de musique. Quand on pense qu'il y avait un orchestre symphonique au Liban, déjà depuis les années 30. Bon, il valait ce qu'il valait, mais il y avait quand même un orchestre symphonique. Il y avait eu, dans les années 40, l'Association des Musiciens Amateurs avec Alexis Boutros. Moi-même, j'ai appartenu à une chorale qui a présenté le *Messie* de Haendel, la *Missa Solemnis* de *Beethoven*. Où sont les oratorios aujourd'hui? Où est la musique symphonique de tous ceux qui nous ont jeté la pierre? Où sont les Farroukh, les César Gemayel, les Omar Onsi, les Mourani, les Srour, les



Hoyek et tant d'autres? La prospérité économique allait de pair avec une prospérité culturelle. Appelons-la ainsi sans fausse modestie.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Ce casino, aujourd'hui, je vous le concède, est artificiel. Mais c'est aussi un argument qui frappe les imaginations. On veut convaincre le Liban qu'il est redevenu lui-même. Là, toutefois, se pose la grande question: voulons-nous que le Liban redevienne ce qu'il était? Sommes-nous à ce point anhistoriques pour penser qu'après une guerre on puisse restaurer un ancien régime? Aux deux questions, ma réponse est non. Je me suis fait mille fois l'écho de cette vérité de La Palice, je regrette de devoir le répéter encore: rien après une guerre, quelle qu'elle soit, n'est ce qu'il était avant cette même guerre.

*Ces deux questions en appellent une autre qui est plus basique: qu'est-ce que c'était, le Liban avant? Je n'entends pas par là reprendre la vieille et stérile suspicion sur l'entité libanaise, mais plus prosaïquement un résumé de ce qui faisait la vie au Liban.*

N'éludons quand même pas la suspicion. Je n'engagerai pas un débat théorique, je vous renvoie seulement à Albert Hourani qui a dit le mot de la fin sur ce sujet, et d'autant plus pertinemment que lui-même n'était pas classé parmi les libanistes. A ceux qui reprochaient au Liban de n'avoir pas été un État-nation, Hourani rappelait qu'ils oubliaient qu'à l'époque où le Liban n'était pas une nation, il n'y en avait pas ailleurs, du moins pas dans la région. Nous valons ce que valaient, ce que valent les anciennes provinces de l'Empire ottoman, et nulle autre province, ni la Grèce, ni l'Albanie, ni la Yougoslavie, ni bien entendu la Syrie ou la Palestine n'avaient plus que nous droit de cité au concert des nations; point à la ligne.

Pour en revenir maintenant à votre question, il y a évidemment deux Liban: le Liban de la réalité socio-géographique qui a sa propre histoire, et un Liban romantique, c'est-à-dire une *idée* à laquelle on essaie de trouver des justifications. Mais de même que l'homme n'est pas une idée, de même les pays ne peuvent l'être.

On ne choisit pas sa patrie et nous ne pouvons pas *choisir* le Liban. Nous pouvons lui choisir un destin, si destin il y a. Nous pouvons choisir son avenir, nous pouvons oeuvrer à lui donner le présent auquel nous croyons. Mais un des grands péchés des Libanais, c'est le débat sur l'histoire libanaise. Chacun veut donner au Liban l'Histoire qui lui convient ou l'histoire dont il a rêvé. Et là, c'est une hérésie scientifique. Parlons maintenant du Liban réel. Pour dire d'abord que de notre temps il commençait à prendre une forme concrète et universellement admise. Cependant, il y avait un besoin de mentir, besoin racheté en ce qu'il est phénomène d'idéalisme. Il fallait prouver que nous n'étions pas confessionnels. Or, si l'on peut supprimer le confessionnalisme



comme fanatisme agressif, on ne peut pas supprimer les confessions, comme réalités socio-culturelles, donc quasi-politiques. Nous ne les avons pas inventées. Le génie d'une nation plurielle c'est de faire que la diversité confessionnelle soit source permanente d'enrichissement culturel et même religieux au lieu de la transformer en motif de discorde. Le confessionnalisme comme phénomène social existe dans tous les pays du monde! En France, en Amérique, jusqu'en Inde, en Chine, et ailleurs. Les Libanais mentaient politiquement, construisaient des idéologies à partir du mensonge et comme, financièrement et économiquement, ça allait bien pour des raisons qui les dépassaient, ils n'avaient pas besoin de faire subir à leurs idées l'épreuve de la réalité. Ainsi donc, je n'hésiterai pas à dire que la prospérité a desservi la pensée libanaise, elle a créé pour les Libanais une vie de facilité où tout allait bien parce qu'économiquement ça allait. Non pas du fait des étrangers, mais du fait des Libanais qui ont toujours eu le génie du savoir-faire, sinon plus. Ce n'est pas une question de supériorité, mais quelque chose qui est la résultante d'un climat, d'une synthèse de cultures, d'une sagesse politique inhérente, d'une pensée religieuse en quête perpétuelle de tempérance. C'est de là que vient ce savoir-faire qui a donné au Liban une «survivabilité». Les Anglais ont un terme très valable pour cela, c'est *resilience*.

*Vous avez parlé du besoin de mentir, de composer un Liban romantique. Vous-même, comment avez-vous menti? Non pas comme individu, mais comme patron d'institution, membre de l'establishment. Permettez-moi cette échappée vers la poésie.*

Non pas l'alibi d'une réponse, mais comme une requête contre un certain esprit d'inquisition auquel ma génération est souvent soumise. Je cite, pour plaidoirie, ce vers, lui-même oublié, de Nadia Tuéni:

*«Ouvre tes bras ô ma mémoire, il est temps d'accueillir l'oubli.»*

Bon, revenons maintenant à votre question. Je ne parlerai pas de l'establishment auquel vous me faites appartenir, mais d'une certaine génération qui fut la mienne et que l'on dénomme en arabe *moukhadrama*, c'est-à-dire à cheval entre deux générations, ou les assumant toutes deux. C'était, ce fut la génération des partis totalitaires ou presque, de ceux qui avaient hérité de l'Europe de l'entre-deux-guerres l'illusion idéologique: à savoir le besoin de créer des partis à *weltanschauung* pour construire la «société nouvelle», *un ordre nouveau*, avec ou sans révolution.

L'Indépendance, le Pacte National de 1943 ne semblaient avoir rien résolu. Ma génération grandissait, baignant dans ses contradictions : il y avait tout à la fois, j'ose dire dans la même actualité, les coups d'État manqués, et les manifestations de rue des étudiants contre une augmentation des droits d'entrée aux cinémas... Il y avait les journalistes



qui allaient allègrement en prison, fiers de se battre non pour leur liberté propre, mais pour les droits de l'homme et du citoyen. Continuons encore : il y avait quand même des adeptes de la violence, peut-être des nihilistes qui pratiquaient déjà l'assassinat politique. Nous étions la génération des casseurs, des contestataires qui voulaient protester à tout prix, tout changer n'importe comment... quitte à ce que continuent de se tramer sans entraves nos romans d'amour parfois passionnés, plus souvent naïfs, toujours poétiques. Héritiers des clubs de réflexion, nous inventions des cercles politico-littéraires qui se greffaient autour de telle ou telle enseigne de journal. Nous étions enfin la génération du syndicalisme qui mûrissait dans la diversité: communistes engagés comme chez les typographes et, curieusement, les chauffeurs de taxi; mais aussi presque bourgeois et bon enfant chez les employés de commerce, et des professions libérales, ceux du pétrole, de la Régie des tabacs, des services publics, etc...

L'Époque du Casino?

Laissez-moi rire! Le Casino, c'était toujours «les autres», non pas seulement les étrangers, mais ceux, une minorité, qui avaient les moyens de les fréquenter, de les recevoir, de voyager comme eux.

Deux Liban donc, me demanderez-vous? Non. En vitrine, avant le Casino, il y avait déjà le Festival de Baalbeck, double phénomène d'affluence et de grande culture. Il y avait le Cénacle libanais de Michel Asmar dont vous parliez longuement le mois dernier.

Vous me parliez de nostalgie ? Bien sûr, mais le péché de mémoire, c'est la sélectivité. J'ai cité plus haut un vers de Nadia. Laissez-moi vous citer maintenant, en termes plus simples, cette pensée de votre prédécesseur, Georges Naccache, dite comme un appel aux générations futures.

Il nous faut, disait-il, *«rester nous-mêmes dans notre avancée la plus extrême sur la marche du temps»*. Naccache disait encore : *«Le grand problème du Liban d'aujourd'hui est de nous refaire une conscience historique.»* Prémonitoire.

Rien, croyez-moi, ne devrait être plus haïssable que de nous voir, après vingt ans de violences et de guerres, projetés *«tout nus dans l'histoire»*.

*Vous venez d'évoquer votre situation un peu particulière, à cheval entre la société et l'État, entre l'establishment et l'intelligentsia. N'avez-vous pas été, n'êtes-vous pas l'un des plus beaux alibis de la classe dominante au Liban?*

Non, puisque je n'ai pas vraiment appartenu à un groupe gouvernant assez longtemps. La classe gouvernante d'ailleurs ne savait pas très bien comment me prendre. J'ai toujours été sa mauvaise conscience.



J'ai traité avec tous les chefs d'État depuis l'Indépendance, depuis Béchara el-Khoury. À chaque fois, j'ai commencé par être favorable au chef de l'État, en voulant lui donner sa chance, même sans l'avoir appuyé. Et très vite désappointé, je passais à l'opposition. J'ai plus d'années d'oppositions que tous les opposants réunis; j'entends les anciens, qui ont survécu aux guerres. J'ai été jusqu'à proposer en 1968 une «révolution constitutionnelle», on ne s'en souvient pas, une réforme de la Constitution qui aurait valeur de révolution par son ampleur et qui se serait faite démocratiquement. Si les sclérosés qui avaient été déjà les camarades de mon père et dont j'avais hérité avaient donné sa chance à cette proposition, nous n'en serions peut-être pas arrivés là.

Mais il n'y avait pas que ma «révolution constitutionnelle». Il y avait eu, en septembre 1952, ce que l'on avait appelé la «révolution blanche»: le renversement du régime du président Khoury sans violence, sans effusion de sang, par la conjugaison de deux actions, celle d'une minorité parlementaire, le Front socialiste et national (le PSP de Joublatt, le BN des Eddé, le PPS que je représentais, puis les non-partisans, Camille Chamoun, Emile Boustani, Dikran Tosbath, Abdallah Hajje) et de la majorité populaire qui répondit à un appel à la «*grève générale jusqu'à la chute du tyran*» (!). Ce qui fut fait: le troisième jour, le président Khoury démissionnait. L'important, c'est que cette «révolution blanche» se passait alors que le Moyen-Orient était traumatisé par les coups d'État militaires successifs. La Chambre des députés libanais, tout ancien régime qu'elle était, préféra élire le candidat de l'opposition, Camille Chamoun, plutôt que le général Fouad Chéhab nommé (comme le général Aoun 35 années plus tard) président intérimaire du Conseil des ministres, donc candidat du pouvoir sortant à la succession présidentielle. Laissez-moi noter ici que quoique Chamoun ait été «libéré», pour ainsi dire, de son engagement partisan pour devenir candidat à l'unanimité, il demeura attaché, ne serait-ce que théoriquement, aux réformes proclamées dans le «Programme minimum» du Front. Certaines de ces réformes virent d'ailleurs le jour, sous le régime Chamoun, sans que pour autant le chef de l'État soucieux de prolonger l'unanimité parlementaire, ou une politique pseudo-consensuelle, n'eût appelé le Front au pouvoir.

Elles n'ont pas empêché Georges Naccache de nous dénommer les «*Septembrisards*». Peut-être avait-il pressenti, par son instinct de journaliste, que «nos» réformes (le Conseil du développement économique et social, le Conseil de la Fonction Publique, la cour de ceci, la cour de cela, etc...) n'allaient trouver leur plein épanouissement que sous le chéhabisme dont il devint le grand-prêtre.



*Vous montrez une vigilance de tous les instants, un peu comme Raymond Eddé, pour défendre la mémoire la Ire République, voire pour la réhabiliter. Quand allez-vous réhabiliter Fouad Chéhab?*

Vous savez, j'étais chéhabiste quand Chéhab a été élu, et je ne le regrette pas. La Troisième Force, le courant politique auquel j'appartenais et qui n'était ni nassérien avec les «unionistes», ni pro-américain comme ceux qui s'opposaient à l'Union syro-égyptienne, voyait en Chéhab la seule solution. Il faut replacer les choses dans leur contexte: c'était l'époque où les Américains avaient inventé les démocraties militaires. Chester Bowles avait même créé le terme *militarocratie* et, de l'Égypte jusqu'à l'Indonésie, on trouvait soudain que l'armée était la seule institution saine qui pouvait empêcher la corruption et préparer la démocratie. Ancien PPS, c'était pour moi le rêve: la démocratie dirigée. Et j'en ai été le théoricien, dans une certaine mesure. Quand la Troisième Force a proposé la candidature de Fouad Chéhab, en prêchant cela aux Américains ainsi qu'aux nassériens, contre le candidat de Kamal Joumlatt qui n'était pas Fouad Chéhab – mais il deviendra son plus proche allié – et contre le candidat des Américains, qui était Raymond Eddé, nous avons envisagé le rôle possible d'une armée habillée en civil dans une ère qui était celle des régimes militaires. N'oublions pas d'ailleurs que Fouad Chéhab, avant de se rendre à la Chambre le jour de son investiture a troqué son uniforme pour un complet veston et qu'il ne s'est jamais présenté, tout au long de ses six années de présidence, même pas pour remettre leurs sabres aux élèves-officiers, autrement qu'en civil.

Mais l'habit, là aussi, ne faisait pas le moine, et nous nous sommes vite aperçus que le chéhabisme tel que nous voulions qu'il fût n'était pas tout à fait ce qu'il voulait être. Ce fut quand le général Chéhab eut commis ou laissé se commettre deux erreurs fondamentales. La première, c'était de faire de l'armée le parti du pouvoir. Par là, il annulait la «démocratie des civils»; les civils avec lesquels il collaborait étaient à la merci du Deuxième bureau, malgré les protestations de certains ministres réputés les plus proches du Président. Le second péché, c'était la corruption de l'armée, je le dis ostensiblement et ceux qui furent les témoins de cette époque peuvent en témoigner aujourd'hui. À l'époque, on le disait moins. Le problème des régimes militaires, c'est qu'on ne peut pas les critiquer. On peut accuser les civils même de ce qu'ils n'ont pas fait, mais on peut difficilement accuser les militaires de ce qu'ils ont commis. À la rigueur, quand on veut s'exiler ou quand on est en prison, on peut les accuser de violer les droits de l'homme et les libertés publiques. Mais on ne les a jamais accusés de vendre leurs pommes plus cher que les pommes des autres, on ne les a jamais accusés de népotisme, on ne les a jamais accusés, puisque vous parlez du Casino, d'avoir opéré une mainmise sur le



Casino, sur les banques etc... À ce propos, il y a le drame Beidas où tout n'est pas encore dit, et ne le sera peut-être jamais. L'armée pensait que Youssef Beidas était devenu plus fort qu'elle et cela, c'était interdit. Elle l'a fait abattre, et détruit son soi-disant empire. J'avoue cependant que Fouad Chéhab était meilleur que les chéhabistes; plus encore: meilleur que le chéhabisme tel qu'il fut pratiqué. Il y aura toujours des gens pour dire que le chéhabisme a orienté le pays vers une politique sociale, qu'il a vu, avec le père Lebret, comment le Liban devenait une société sans classe moyenne, donc où la démocratie allait mener à la lutte des classes, voire à la révolution. Mais est-ce bien lui qui l'a vu, ou sont-ce tous les théoriciens et mêmes les journalistes, les commentateurs qui l'ont précédé? Il y avait une masse de recherches, il y avait des mouvements très sincères émanant du syndicalisme, des milieux économiques et intellectuels, des universités qui avaient déjà dit tout ce que le chéhabisme a adopté par la suite. Le chéhabisme n'a pas inventé la solution sociale qui devint son synonyme.

*Mais c'était quand même la seule tentative sérieuse d'édifier un État depuis l'Indépendance.*

Chéhab a dit qu'il tentait de l'édifier, mais il ne l'a pas fait, et je me demande parfois s'il y croyait sérieusement, tant il était cynique en parlant des Libanais. Il y a des preuves, mais je ne voudrais pas mener une croisade posthume. La meilleure preuve: il avait tout pour réussir, tous les pouvoirs, tous les appuis, tous les atouts, pourquoi n'a-t-il pas réussi à transformer la République comme il prétendait vouloir le faire? Prenons un exemple, et des plus simples, mais flagrant: l'accord avec le clan des Dandach dans le Hermel. C'est le summum, l'exemple type de la corruption. Dressez une liste de tous les puits artésiens et de toutes les routes qui avaient été tracées sur papier pour développer la région. L'argent avait été décaissé et les Dandach ont eu leurs députés aussi bien que leurs crédits. Mais allez sur place et vérifiez même maintenant si les puits ont été creusés, si les routes ont été percées, si les écoles ont été construites, et si le haschich a été supprimé!

Quant au Conseil de la fonction publique et aux autres organismes de contrôle, tout cela avait été promulgué sous Chamoun. Chéhab a donné à ces organismes un surplus de dignité, mais voyons un peu comment ils ont opéré. Les fonctionnaires mis en place par Chéhab ont-ils réformé l'administration? L'administration a-t-elle montré plus d'efficacité? A-t-elle été plus productive? Théoriquement oui: puisque l'on a créé, parallèlement à chaque ministère, à chaque administration, un «Conseil» certes plus savant mais aussi mieux financé et plus libre d'agir. Pratiquement non: l'administration centrale, celle des ministères, n'a pas été plus productive puisque les fonctionnaires si souvent condamnés sont tous demeurés à leurs postes, avec encore





moins de pouvoir, «pour ne pas voler!» nous disait-on. Les élections qui ont eu lieu sous Chéhab, ce sont les élections qui ont amené plus de corrompus qu'il n'y en avait jamais eu auparavant. Quant aux gouvernements formés par Chéhab, lequel lui ressemblait? Aucun. Il y avait évidemment quelques ministres exceptionnels, surtout technocrates ou grands clercs, mais vraiment très peu. Le pouvoir exécutif demeurait quant à lui absolument inféodé au Deuxième Bureau.

*Vous dites que l'armée ne voyait pas d'un bon oeil l'envergure prise par Beidas et l'Intra. Mais ce qu'on sait de la crise de l'Intra, c'est que le rôle central y a été joué par des gens qui étaient plutôt de votre bord, dans la mouvance libérale. Alors, finalement, était-ce une joint-venture?*

Il y a eu une convergence de beaucoup d'intérêts. C'est comme avec tous les champignons qui grossissent un peu trop ou les cancers qui se développent on ne sait ni comment, ni pourquoi. Trop d'anticorps s'étaient créés. D'abord l'Intra commençait à inquiéter certains secteurs de la finance internationale. Elle avait faussé le jeu: au lieu de laisser l'argent arabe du pétrole s'orienter vers les banques internationales, Beidas avait fixé cet argent ici. Ensuite, Beidas, qui avait beaucoup de liquidités, a commis l'erreur d'acheter trop de choses, non seulement au Liban, mais aussi à New-York, en France, en Suisse, etc... Il devenait soudain trop puissant. Je me rappelle un entretien qu'il avait eu avec Fouad Chéhab et qu'il m'a relaté deux jours plus tard. On venait de lui tirer un peu trop sur la corde, on avait soulevé une question de nationalité, en disant que Beidas n'était pas libanais, qu'on venait de découvrir que sa carte d'identité libanaise était un faux etc. «On», c'était hélas! un journal à manchettes rouges, trop rouges pour rester indéchiffrables! Or, Beidas avait la carte d'identité libanaise qu'avaient tous les Palestiniens naturalisés. En plus, il était originaire de Dhour-Choueir où son père avait été instituteur. Quand il a quitté la Palestine, il a demandé la restitution de sa nationalité libanaise. Bref, ce jour-là, Beidas avait été convoqué chez Fouad Chéhab ou alors il avait lui-même demandé audience. Il était devenu un peu mégalomane. Une sorte d'*anti-peur*, comme disent certains psychologues modernes.

Il avait dit une ou deux fois qu'il était plus fort que la Banque centrale. Ce qui ne pouvait plaire à aucun pouvoir. Et la Banque centrale était le point de rencontre de toutes les banques bourgeoises, bon papa, les banques de famille qui n'aimaient pas du tout ce nouveau venu, ce Palestinien, paysan de Dhour-Choueir. Donc, il est chez Chéhab. Et voilà qu'impétueux et arrogant, il lui dit: «Monsieur le président, il me revient que vous avez dit que chaque fois que vous soulevez une pierre, vous trouvez l'Intra derrière». Chéhab lui répond: «Non, pas



tout à fait». Mais Beidas s'entête: «Non, c'est bien ainsi, et vous n'avez pas encore soulevé toutes les pierres. Seulement, si je suis derrière chaque pierre que vous soulevez, c'est pour vous servir et servir le Liban.» Ayant dit cela, Beidas était tout heureux. «Voilà, j'ai conquis Fouad Chéhab», me fit-il deux jours plus tard. Je lui ai rétorqué: «Non, tu as signé ton arrêt de mort.» On ne dit pas à un président que chaque fois qu'il soulève une pierre, il va vous trouver là. À plus forte raison quand on a affaire à un général, surtout s'il a une sensibilité un peu socialisante, la sensibilité du petit officier bourgeois, et qui, de surcroît, se trouve être prince.

*En 1966, ce sont quand même des adversaires de Chéhab qui ont fait tomber Beidas.*

Non, non, c'étaient des alliés objectifs de Chéhab. Tout en étant contre la personne, ils caressaient, politiquement, les mêmes idées. Car Chéhab était foncièrement maronite. L'arabisme de Chéhab, c'était pour la galerie. Bien sûr, pour les chrétiens, ceux qui étaient contre lui, c'était utile de l'appeler «Fouad Abdallah Hassan» en rappelant qu'il était descendant d'une famille musulmane. Mais en fait la politique de Chéhab était un maronitisme plus protégé que le maronitisme de Raymond Eddé en ceci qu'un pacte de non-agression, voire de complémentarité, avait été négocié avec Nasser, lui reconnaissant un droit de suzeraineté sur «l'Islam Libanais». Ce que Raymond ne fit pas, ni ne pouvait accepter.

*Un maronite intelligent?*

Un maronite intelligent et qui n'a jamais mis les pieds à Damas, ni au Caire. Lors de la dernière rencontre à laquelle il était invité, il s'est découvert, à la dernière heure un mal de dos qui l'empêcha de voyager, même jusqu'au Caire et il a délégué pour le représenter le président élu, Charles Hélou. Il était allergique aux Arabes.

*S'il n'y avait pas l'obligation que le président de la République soit maronite, quel est l'homme politique qui aurait pu être le plus représentatif de la société libanaise: Kamal Joumblatt, Rachid Karamé ou Ghassan Tuéni?*

Beaucoup de personnes ont déjà cité cette triade. Mais c'était peut-être l'imam Moussa Sadr, qui aurait été le meilleur choix. L'imam Sadr ayant disparu dans des circonstances dramatiques, les gens ont oublié quel était son message. C'était le seul chef religieux musulman qui soit allé prêcher le Carême chez les Capucins à l'ombre d'une énorme croix. N'oublions pas que l'imam Sadr a dit que ceux qui devaient défendre le Sud et, pour cela, transformer leurs villages en kibboutzim, c'étaient les chiites du Sud avec les chrétiens, et non pas les Palestiniens. Que



ce n'était pas la Révolution palestinienne qui devait faire la loi dans le Sud du Liban, ni ailleurs, mais l'armée Libanaise. Certains disent que s'il a armé les chiites, c'était contre les Palestiniens. Je ne le pense pas. C'était une auto-défense, certainement contre les Israéliens. Peut-être Moussa Sadr était-il le signe des temps à venir. Ou le signe avant-coureur de la marée démographique chiite. Car, soyons réalistes, depuis avant la guerre, aujourd'hui encore davantage, le pays est devenu plus chiite que chrétien.

L'aventure de Moussa Sadr est l'exemple même d'une entreprise dans laquelle il y a une convergence entre les chéhabistes et les libéraux comme vous... Ne dit-on pas qu'il a été «inventé» par le Deuxième Bureau? Si c'est le cas, c'est la seule invention du Deuxième Bureau qui ait été bien accueillie par le Nahar.

Moussa Sadr n'a pas été inventé par le Deuxième Bureau. Son premier discours était un discours de défense des libertés et des droits. Il avait un charisme magnifique et il s'est adressé d'abord aux chrétiens. Les camarades de la première heure étaient Mgr Georges Khodr, Mgr Grégoire Haddad, Michel Asmar, moi-même, etc... Certains phalangistes aussi. Le Deuxième Bureau ne savait plus quoi faire.

Il y a eu deux Moussa Sadr. Celui de la première époque avec des documents, des témoignages qui gagneraient un jour à être publiés, des plans de transformation des villages en kibboutzim... Nous avons tous écrit des articles glorieux sur les paysans sudistes qui travailleraient la terre le fusil en bandoulière, jusqu'au moment où, dans une deuxième phase, l'Imam a décidé d'armer ses paysans tout seul. La grave erreur, c'est qu'il les a armés dans la Békaa et non pas au Sud. Il ne faut pas oublier que Amal a commencé chez et avec les chiites de la Békaa. Mais pour quelle raison? J'avoue ne pas avoir encore compris.

Et Kamal Joumlatt?

Kamal Joumlatt a vécu et est mort avec cette souffrance, ce désespoir de minoritaire. À savoir que le minoritaire peut devenir l'homme le plus populaire et le plus influent du pays sans pouvoir aspirer à en être le chef. Kamal ne pouvait pas accepter que le plus représentatif ne puisse jamais, et de par les lois, devenir président. En régime de démocratie, les plus populaires sont trop dangereux pour devenir des présidents. Qui plus est quand ils sont minoritaires comme Joumlatt, ils inspirent des craintes multiples, et chez toutes les communautés. Surtout quand un leader est populaire, de surcroît chef de milices armées, et héritier de la volonté druze de gouvernement qui s'est exprimée contre les Ottomans avant de s'exprimer contre les maronites en 1840 et 1860.



*Et Rachid Karamé? Il a la réputation d'avoir été un homme d'État à une époque où il y en avait si peu.*

Rachid Karamé était un excellent homme d'État à l'échelle de l'administration. Mais il n'avait aucune imagination politique, hélas! Or c'était l'heure où le pays avait besoin de beaucoup d'imagination. Et peut-être même de beaucoup d'audace, jusqu'à l'aventure, le *brinkmanship*.

Rachid s'en est allé, laissant une belle image mais aucune réalisation et pas d'idées. Il n'y a pas une idée Karamé, un projet Karamé. C'est dur à dire mais c'est ainsi. Kamal Joumlatt, lui, avait un projet de société, sans parler de l'énorme capital de popularité «universelle» qu'il a ajouté à son héritage strictement druze.

*Revenons au besoin de mentir. Aviez-vous conscience alors d'énoncer des mensonges, si pieux soient-ils, ou est-ce maintenant que le mensonge apparaît?*

C'est maintenant que nous l'appelons mensonge. À l'époque, nous appelions cela «imaginaire national», ou bien mythologie. On ne peut pas gouverner sans mythes – c'est d'ailleurs le sens de ce que je disais au sujet de Rachid Karamé, il n'y avait pas de mythe Karamé. Lui croyait en ce qui était là. Pierre Gemayel, qui s'est révélé une grande catastrophe dans l'histoire libanaise, représentait un mythe, une idée-force. Bonne ou mauvaise, là n'est pas la question. Mais réelle, parfois, hélas! trop présente. Les idées-forces, quand elles deviennent éculées, deviennent mensonges, ou se font désigner ainsi. Mais peu de gens savent en s'élançant derrière un mythe qu'ils sont derrière un mensonge potentiel, parfois un faux en puissance.

*Quand vous feuillotez un de ces livres de photos sur la «bonne société» de l'époque ou, mettons, la collection de La Revue du Liban, qu'est-ce que ça réveille en vous?*

Un sentiment d'amertume, devant une irréalité flagrante. Nous avons parlé de deux Liban. En fait, il y en a trois, ou quatre, et qui ont augmenté avec l'atomisation créée par vingt années de «guerres pour les autres». Pour les autres, avec les autres aussi, certes, mais aux barricades comme dans les idées, par Libanais interposés. Bref, le Liban de la société d'abondance, les fameux 4% qui, soit dit en passant, n'étaient pas que chrétiens. Les fortunes musulmanes, déjà plus importantes mais moins voyantes, se faisaient voir aussi aisément à Faraya et aux Cèdres que les maronites du coin.

Il y avait ensuite une société démocrate qui était la classe moyenne, aux ressources diverses: fonctionnaires, professions libérales, etc... Elle n'était pas prête à aller en guerre ni contre les uns, ni contre les autres car elle savait que la substance, la force vive de la nation n'était



pas chez ceux qui s'approprièrent le pays. La société d'abondance n'a jamais défendu le Liban. Au premier coup de feu, elle a disparu. Tandis que la classe moyenne, qui était le fondement de la démocratie, elle est demeurée le noyau dur du Liban. Et elle n'était pas confessionnelle: chrétiens et musulmans étaient côte à côte dans les écoles, dans les journaux, dans les bureaux, dans les banques, dans les entreprises. Chacun connaissait l'identité de l'autre mais ne pensait pas que la différence fût une source d'inimitié.

Il y avait enfin ceux qui n'avaient rien, les *have-nots*, comme on dit en anglais. Ces démunis existent dans toute société, toujours sensibilisés aux idées révolutionnaires, prêts à partir en guerre. Si nous voulons «sur-simplifier», nous dirons qu'ils attendaient, n'ayant rien à perdre, qu'on leur donne, aux combats, la chance d'acquérir sinon le pouvoir, du moins une fraction de l'autorité et la dignité révolutionnaire qu'ils enviaient. Ensuite viendra la fortune.

*Ce pays en trois sociétés, où se mélangeait-il?*

Il se mélangeait, je l'ai dit tout à l'heure, surtout à l'école. Au primaire, au secondaire, tant à l'école publique que privée. Le divorce se situait à l'échelle universitaire. Si l'université d'État, l'Université libanaise, avait existé avant, nous aurions évité ce choc qui naît de la rencontre entre le paysan et la ville. Quand ces fils de paysans, qui sont parfois des fils de notables, de possédants aisés et qui vivent très bien dans leur village, qui y sont parfois les premiers de leur classe autant que de leur société, quand ils viennent à Beyrouth pour étudier, ils se retrouvent les inférieurs des garçons de la ville. Rien n'est à leur portée de ce qui constitue le privilège des cancre. Voitures, filles, loisir, etc... Cent romans à lire, depuis Toufic Youssef Aouad. C'est là que naît l'esprit révolutionnaire. Quelquefois de gauche mais c'est une gauche d'attitude, pas une gauche idéologique. L'idéologie, on va la chercher après.

Cet esprit était chiite autant que chrétien, c'était la révolte des paysans devenus citoyens. Cette composante de la gauche est plus importante que la composante ouvrière. Cette dernière n'est devenue importante que quand s'est développée une vraie industrie, avec des masses, de véritables masses ouvrières, et des banlieues. D'où ce que le *Nahar*, puis les autres journaux appelèrent la «ceinture de misère», puis, quand vinrent s'y installer les révolutionnaires palestiniens armés, la «ceinture de feu».

*Au risque de paraître léger, revenons un instant à la «société de velours», parce qu'une partie de la nostalgie vient de là.*

Non, non, ça c'est la nostalgie de quelques-uns.



*Parlons-en quand même. Ne serait-ce que parce que vous-même étiez à cheval sur plusieurs cercles, parmi lesquels ce que vous appelez le Quartier (Sursock).*

Il y avait toujours un passage obligé par le *Quartier* pour peu qu'on réussisse dans quoi que ce soit. C'était ainsi du fait du Mandat mais c'est aussi le propre de chaque société. Cela dit, il n'y avait pas que le Quartier. Vous avez parlé du Cénacle. Toute personne qui avait réussi, qui était arrivée, journaliste, politique, financier ou même philosophe, devait passer par là. J'ai souvent donné en exemple un homme politique et homme d'affaires aujourd'hui oublié: Hajj Hussein Ouwayny qui avait commencé sa carrière comme planton chez un commerçant pour finir Premier ministre, puis dignitaire de la guerre civile de 1958. Le «brave Hajj» comme tout le monde, devait présenter des lettres de créances au Quartier – et c'est le Quartier qui allait les chercher – ainsi qu'au Cénacle. Le Cénacle avait les conférenciers les plus divers; il a eu les penseurs les plus profonds, comme Charles Malik, et les politiciens les plus insignifiants – ceux-là, je ne les citerai pas. Tout le monde devait aller officier au Cénacle et à l'Aéro-Club, chez les fameuses «tantes» qui faisaient et défaisaient votre réputation. Tenez, prenez Charles Debbas, le premier président de la République libanaise. C'est vrai, il n'appartenait pas à une famille riche. Quand il est mort, il a d'ailleurs fallu édicter une loi pour que sa veuve ne meure pas de faim. Mais il y a une dépêche magnifique d'un consul d'Amérique à son sujet. Ce jour-là, les ouvriers du tabac étaient en grève. Et pendant que le pays était «*en pleine ébullition sociale*» (*sic*), ce consul arrivant à l'Aéro-Club trouve le chef de l'État faisant sa partie de bridge et ensuite sabler le champagne à la fin du dîner – c'était l'anniversaire de quelqu'un. Et il termine sa dépêche en écrivant: «*Voulez-vous danser, Madame?*», une phrase qu'il avait prise dans une pièce de boulevard de l'époque. Voulez-vous danser, Madame? Une caricature bien américaine des deux Liban : celui qui danse, et celui qui est en grève. La «vitrine», elle s'est élargie, elle s'est démocratisée, elle existe aujourd'hui – vous n'avez qu'à vous promener dans les restaurants. Surtout du fait des nouveaux riches de la guerre. Lisez tout ce qu'on a publié sur la guerre, non pas vous et moi, ni ceux qui ont souffert, mais ce qu'ont écrit les journalistes étrangers sur la société de la guerre, l'opulence des miliciens, les voitures de sport, ou les Range des fils de famille au foulard rouge, ou des tueurs à la barbe bien coupée.

*C'était une société de décadence. Mais à vous entendre, on a l'impression qu'on a toujours eu affaire à une société de décadence.*

Oui. Une société de décadence. Et tellement de nouveaux riches ayant acquis leur butin à la pointe de leur Kalashnikov, sans moralité, sans conscience, sans culture bien évidemment, et sans dignité! Mais attention, la composante nouveaux riches est une *constante*. C'est



toujours ça les fins de règne: les anciens, vieux, avec des titres et pas d'argent, se font inviter par ceux qui ont de l'argent et pas de titres. C'était ainsi en France à la Belle Époque, c'était comme cela en Angleterre dans les clubs, c'est comme ça partout. Et c'était ainsi dans d'autres pays de la région, sauf que là où les régimes sont des dictatures militaires, il n'y a pas de *Revue du Liban*, ni simplement de pages mondaines.

*Doit-on en conclure que ce qu'on appelle l'âge d'or du Liban, c'était une société tout le temps en transition, en mutation?*

Une mutation permanente, certes, comme toutes les sociétés en voie de développement, déjà lancées dans un processus créateur. Mais avec évidemment, tous les parasites qui vont avec. Tandis qu'aujourd'hui nous sommes une société en voie de sous-développement.

*Il n'y a jamais eu d'authenticité?*

J'y ai déjà répondu, je crois. Pour moi, l'authenticité, c'était là où on «carburait», là où on travaillait dur, là où on produisait, là où on créait, là où on inventait des industries, là où se réunissaient les chercheurs. La société riche était certes la plus voyante, comme elle l'est partout, mais ce n'est pas la société la plus authentique. Il n'est pas étonnant qu'elle éprouve le besoin de s'approprier, de temps en temps, une fois par semaine telle ou telle vedette, «pour le cinéma.» Mais c'est une erreur de s'arrêter là. Il n'y avait pas que des Marie-Antoinette en France, même avant et pendant la Révolution. On invite un professeur d'université quand il a fait une conférence brillante. On parcourt son livre avant qu'il vienne à dîner. Ce n'est pas grave, c'est «le cinéma».

*Finalement, qu'est-ce qu'il y avait alors qu'il n'y a plus maintenant?*

Ce n'est pas ce qu'il y avait et qu'il n'y a plus. C'est ce qu'il y a et qui n'existait pas. Maintenant, il y a maldonne. Parce qu'il y a une classe qui a vécu trop longtemps. Elle aurait dû disparaître avec son temps. Par des hécatombes ou en prison ou tout simplement, s'en aller en douceur. Je suis tenté d'emprunter une analogie à Platon qui disait que, pour préserver la République, il en chasserait les poètes au son d'une belle musique, le front couronné de lauriers. Après Taëf, nous aurions voulu, nous aurions dû chasser de la République, lauriers au front et musique à l'appui, tous les seigneurs de guerre et toute cette nouvelle classe que la guerre a «secrétée», selon cette expression horrible qu'on emploie en arabe «*afrazatha al-harb*». La richesse des banquiers est devenue presque marginale comparée à la richesse arrogante, brutale et illicite des voleurs et des criminels de guerre.

Du fait de son alliance avec l'étranger et le pouvoir – le pouvoir occulte autant que le pouvoir visible, officiel – cette classe continue d'exercer



son terrorisme intellectuel. Elle empêche l'évolution naturelle de la nation. Elle fait que les véritables sources vives ont un sentiment de non-appartenance, se sentant exilés dans leur propre patrie. Puis s'expatrient physiquement.

*Mais vous avez dit qu'il y a toujours eu des nouveaux riches.*

Maintenant, les nouveaux riches achètent le pouvoir, se servent tout seuls quand on ne le leur donne pas. Avant, on les invitait à dîner. Maintenant, on les invite à nous gouverner. Le jeu est tout à fait faussé parce que cette classe s'est alliée avec ceux qui disposaient encore des instruments de l'enrichissement licite. Les «banquiers», comme on les appelait, se sont acoquinés avec les parvenus de la guerre. Le tout, bien évidemment, entretenu et béni par les «Frères» qui nous occupent. Une bien curieuse fraternité qui ne se perpétue que parce que la classe gouvernante préfère la veulerie flatteuse et cupide à la résistance chargée de risques. La grande faiblesse de la société d'aujourd'hui, c'est qu'elle essaie de se trouver un confort en dehors de sa conscience. Elle n'a même pas mauvaise conscience. Du coup, la grande question qui se pose est de savoir si ceux qui veulent envisager de «refaire le Liban», l'engager dans l'entreprise, hasardeuse bien entendu, de construire une société nouvelle trouveront le courage de le faire, malgré les persécutions.

*Est-ce que l'image qui nous a été donnée des «pionniers» n'est pas trop idyllique? Prenons le cas du théâtre: depuis deux ou trois ans, nous avons eu la possibilité de voir les productions de presque tous les grands noms de la scène d'avant guerre. Or, à l'exception de Roger Assaf, ce n'est que déception sur déception. Et dans d'autres domaines, on peut avancer sans crainte d'être détrompé qu'il y a des intellectuels beaucoup plus solides, et d'ailleurs beaucoup mieux reconnus à l'étranger, qu'il n'y en a jamais eu.*

Vous avez raison, dans une certaine mesure. C'est un long débat qu'il est difficile d'entreprendre ici. Laissez-moi vous dire que je suis très rassuré par les nombreux talents, certains même «géniaux», que nous commençons à rencontrer dans tous les domaines. Cependant, ces hommes qui sont notre fierté, notre espoir, sont encore de grands solitaires, des *mavericks* à qui manque une assiette sociale ou culturelle, et qui ne déclenchent pas encore des courants. Ce n'est pas une question de valeur intellectuelle ou artistique individuelle, mais de rayonnement, d'enracinement, devrais-je dire.

*Pourquoi les Anciens avaient-ils ce plus grand retentissement?*

Parce qu'ils venaient après toute une évolution. Aujourd'hui, nous sommes encore trop près du commencement pour pouvoir juger. Il n'y





a plus la même osmose, les mêmes correspondances. On ne voit plus un professeur de médecine venir nous dire: voilà, j'ai fait telle découverte. Il emmène sa découverte et s'en va à l'étranger.

*Est-ce seulement parce qu'il n'y a plus de Cénacle ou l'équivalent?*

Parce qu'il n'y a pas ce qui a produit le Cénacle. Le Cénacle c'est déjà l'Histoire. Et ce sont des choses créées par l'Histoire qui créent l'Histoire. Or, il y a eu rupture après la guerre et il y a maldonne à tous les niveaux.

*Vous êtes donc un peu injuste dans les jugements que vous portez parfois avec la génération d'aujourd'hui?*

Non. Je pense que c'est une génération sacrifiée. Les meilleurs sont forcés d'être au service des plus mauvais. Les authentiques se sentent étrangers, même avec eux-mêmes. Il y a une schizophrénie au fond de chaque esprit. Plus les gens s'étaient donnés à une cause, plus ils avaient sacrifié et plus ils se sentent frustrés et désespérés. Pensons un instant à tous ceux qui sont morts. Comment voulez-vous que les survivants soient normaux? Nous sommes encore traumatisés. Tous ceux qui se sont battus ne sont pas des héros. Mais tous ceux qui sont morts sont les martyrs de la même cause, à quelque camp qu'ils aient appartenu.

Mais on ne guérit pas d'une guerre en moins d'années qu'il n'en fallu pour la mener. Il faut donner à la société le temps de se dessiner. Ne soyons pas injustes, ni pressés. Peut-être nous faut-il aller, et ce n'est pas figure de style, jusqu'à «repenser la pensée».

*J'ai le souvenir d'anciennes conversations où vous étiez plus sévère. Injustement d'ailleurs puisque vous voilà maintenant qui donnez les explications. Ça veut dire que la génération d'aujourd'hui a du mérite.*

Ils ont du mérite quand ils commencent à vouloir apprendre. Quant à ceux qui refusent d'apprendre, ceux qui pensent que dès lors qu'ils se sont battus, qu'ils se sont trouvés là, qu'ils ont enlevé quelqu'un ou qu'ils peuvent raconter comment ils ont pillé une maison, s'ils pensent que cela leur donne un droit de cité que je n'ai pas, moi qui ai refusé la guerre, là je dis que ce sont des criminels. Leurs titres de noblesse, leurs lettres de créances pour la cité de demain, ce n'est pas ce qu'ils ont commis, c'est ce qu'ils ont condamné une fois qu'ils l'auront condamné. Ce sera quand ils auront condamné la guerre, compris, assimilé et tiré une leçon que moi je ne peux pas tirer parce que j'ai pas vécu leur expérience. Le projet de société de demain, ce n'est pas celui que moi, non guerrier, j'écrirai, c'est ce que eux vont créer de leur expérience, quand elle est honnête.



Le défi est là: y a-t-il des chefs au Liban pour mener la nation vers de nouvelles idées, vers un nouveau projet de société, un projet non pas partisan mais consensuel? Nous ne sommes pas la seule société consensuelle au monde. Que les Libanais arrêtent de penser qu'ils sont l'exception à toutes les règles.

*Je voudrais revenir au besoin de mentir. Si on a menti sur le Liban d'hier, peut-on dire la vérité sur le Liban d'aujourd'hui?*

C'est vrai, nous avons accepté de mentir. Dès qu'on lisait le mot Liban, on s'arrêtait là et on n'allait pas plus loin. Au bout de la première année, il n'y avait plus de Pacte national, mais simplement un contrat entre les utilisateurs de l'indépendance.

De ce point de vue, celui du contrat social, le problème demeure entier. Le contenu, c'est autre chose. Les données économiques ne sont plus les mêmes, il n'y a plus l'argent des Arabes, l'agriculture ne joue plus le même rôle. La banque a changé de nationalité, la littérature a changé de langue. Le Liban est nouveau quant aux données. Ce qui veut dire aussi que les débats qui ont accompagné les débuts de la guerre n'ont plus lieu d'être. La question aujourd'hui n'est pas celle qui se posait en 1968 ou en 1975.

Voilà pourquoi ce n'est pas seulement la liberté d'information dont on veut nous priver. Le véritable complot, c'est contre la liberté académique, celle des penseurs, des universités, de l'édition, du livre où rien ne doit ni ne peut être interdit. Le Liban doit demeurer le haut lieu de la pensée libre et glorieuse. Comme naguère, le lieu où tous ceux qui, dans le monde arabe, ont quelque chose à dire savent que leur parole trouvera des consciences vives, des esprits ouverts, et le débat démocratique le plus large.

*Vous avez parlé d'un pays chiite. Mais l'on se heurte ici à un problème d'idéologie dominante. Le segment chiite de la classe politique semble avoir bien du mal, en effet, à produire une idéologie unifiante comme a pu l'être celle imposée progressivement par les maronites.*

Je ne crois pas aux idéologies. La seule idéologie, c'est la patrie, le contrat social. Il ne faut pas refuser aux chiites le contrat, il ne faut pas les forcer à aller ailleurs, ni à chercher ailleurs inspiration et autorité. On peut être chiite sans être iranien. La démographie fait que la majorité du Liban est chiite. Ça ne veut pas dire qu'il faille une majorité politique numérique.

Cette montée à l'avant-plan des chiites est visible dans tous les domaines, que ce soit dans la littérature ou dans la construction. Les constructions de Beyrouth-Est, du Beyrouth chrétien, sont dues aujourd'hui à des chiites. Et les chiites ont ceci de supérieur aux chrétiens, c'est que quand ils ont gagné leur argent à l'étranger, ils le



rapatrient. On ne traite pas sa patrie comme un hôtel. Pardonnez-moi de répéter pour la millième fois cette phrase: il y a une différence majeure entre ceux qui considèrent que leur fortune est là où se trouve leur pays et ceux qui considèrent que leur patrie est là où se trouve leur fortune. Le Liban se fera avec ceux-là, pas avec ceux-ci. On ne peut pas attendre comme beaucoup de nos amis à Paris qui disent: Quand le Liban sera bien, nous reviendrons. Ce n'est pas vrai. Le Liban n'est pas un hôtel qu'ils habiteront seulement quand il aura «5 étoiles»! Il n'y aura plus de place pour eux quand le Liban «sera bien», et qu'ils n'auront pas contribué à le reconstruire, au prix de plus de souffrances, plus de sacrifices.

*À entendre les jugements sévères que vous énoncez quand vous analysez le Liban d'antan, on a du mal à s'expliquer l'enthousiasme d'adolescent que vous montrez dès qu'il s'agit d'en faire une défense et illustration du Liban d'antan? Le Festival de Baalbeck, le Musée, le Cénacle, et maintenant la Fondation du Patrimoine... Dès qu'il s'agit d'exhumer quelque chose, vous êtes le premier parrain vers lequel on se tourne.*

Il y a un héritage à sauver, pas un système. Ce système, nous l'avons tous, à un moment ou à un autre, condamné. Je crois avoir déjà répondu à cette question au commencement de cet entretien: l'Histoire est bi-dimensionnelle ou elle n'est pas. On ne peut pas s'élancer vers l'avenir déraciné, sans passé, sans héritage, ayant renoncé non seulement à sa mémoire, mais surtout au cumul d'expériences acquises à travers les ans. Les amnésies nationales, c'est la mauvaise recette, même quand il s'agit d'oublier un passé dramatique, dépourvu de gloire, un passé qui nous inspire une honte, une aversion, un rejet.

Et puis laissez-moi vous dire ceci, à l'adresse surtout de ceux parmi les jeunes que séduit cette discipline merveilleuse, la philosophie de l'Histoire. Quand les cités semblent s'éteindre, ou tout simplement disparaître de la scène du monde, elles ne cessent pas pour autant de croître, d'acquérir, pour ainsi dire, de l'âge. Elles sont en ceci différentes de l'homme, de l'individu. Nous ne savons pas, nous ne saurons jamais si les êtres chers, après leur départ, s'arrêtent de vieillir. Un être qui est mort jeune, demeure-t-il jeune ou est-il en train d'acquérir, dans l'au-delà, le même nombre d'années que nous vivons ici? Bref, il n'y a pas de cités transfigurées, figées en *corps glorieux*.

Pour mieux comprendre – comprendre avec sa raison et son âme – la vie de la Cité, il faut d'abord l'aimer, l'aimer à la fois avec douceur et violence. Lui en vouloir pour les temps d'absence, mais glorifier les grands moments de son histoire. Ainsi donc quand une cité semble dépérir, se détruire ou se laisser détruire par l'étranger, point ne sert de la renier. Bien au contraire, il faut l'assumer tout entière, avec



toutes nos forces, fiers de pouvoir ainsi braver ce que l'on nomme en langage de tragédie grecque l'invincible Destin. La grandeur d'une cité, d'une nation, d'un peuple, se situe précisément dans cet élan où l'Homme, le Héros transcende les misères de l'Histoire.

Nous sommes loin de la culture de frustration et de désespoir que nous ont léguée les longues années de guerre – de «guerres des autres», mais des nôtres aussi, et surtout de celles menées «pour les autres»! Sachons donc bien qu'il faut inverser le processus de provincialisation, sortir de l'enlèvement dans des sous-civilisations de sous-préfectures où nous nous complaisons. Et où l'ennemi de l'extérieur, quel qu'il soit, comme l'ennemi du dedans, voudraient nous voir sombrer. Mais gare aux fausses guerres de libération. Gare au donquichottisme d'occasion, aussi séduisant soit-il. D'ailleurs, jamais Don Quichotte n'a refait une nation. Or, refaire la nation, c'est bien là le défi qui nous attend, que nous avons déjà relevé maintes fois dans le passé. Que nous relèverons avec grandeur, si nous assumons notre passé, tout notre passé bien entendu, mais en y recherchant surtout, en y puisant les grandes heures de liberté, de bonheur, et de gloire.

*Quand vous faites tout ce que vous faites pour entretenir la flamme du Liban d'antan, qu'est-ce que vous aimeriez que le Liban retienne de vous? Vous êtes particulièrement attentif à votre image.*

Un journaliste, vous le savez, est plus attentif à l'image qu'il laisse des autres, des héros qu'il contribue à créer, et mêmes des «vilains» qu'il essaye de détruire.

Mon image à moi? Celle du journaliste, bien évidemment. Bon, j'ajoute ceci: un journaliste qui prétend, qui essaye (en jargon de métier) de «couvrir» l'Histoire, l'événement à signification historique, plutôt que l'événement furtif.

Ah! je sais l'image que je ne veux pas léguer. Celle de Don Quichotte.

### *Le gardien du temple*

ILS SONT QUELQUES-UNS COMME LUI à incarner aux yeux du grand nombre la mémoire du demi-siècle. Saëb Salam, Raymond Eddé, Albert Moukheiber, Adel Osseiran... Mais Ghassan Tuéni a sur eux, aujourd'hui, un précieux avantage. Il reste dans la IIe République aussi à jour qu'il le fut dans la Première. Privilège d'une entrée précoce dans la vie publique qui lui valut longtemps de rester classé parmi les «jeunes» de la politique et qui lui permet maintenant d'être un Ancien très vert. Ses éditoriaux sont là pour le rappeler chaque lundi matin.

Mais Ghassan Tuéni a une autre supériorité sur ses camarades/adversaires de la classe politique d'hier et d'aujourd'hui. C'est sa position à cheval entre politique et culture. Ne ratant jamais une occasion de puiser dans sa formation initiale en philosophie et en



science politique, toujours avide d'exprimer ses affinités poétiques, théâtrales et musicales, tourmenté comme l'âme slave dont il aime tant les transfigurations, de l'icône à Nina Berberova, il se veut aussi, au Liban, le dépositaire du patrimoine. Initiateur de la collection qui porte ce nom aux Éditions Dar an-Nahar, il s'exalte à exhumer des textes oubliés — parfois injustement comme pour Fouad Abi-Zeyd, d'autres fois heureusement — de la littérature francophone libanaise. Et c'est tout naturellement qu'on se tourne vers lui lorsqu'il s'agit d'éditer le livre commémoratif du Festival de Baalbeck ou celui du Cénacle libanais, ou encore lorsqu'il faut créer une Fondation du patrimoine pour redonner son lustre au Musée de Beyrouth. Car, entre deux livres politiques, Ghassan Tuéni est devenu le gardien du temple. Ou, comme aurait dit Michel Asmar, celui de la maison Liban.

## **Samir Kassir**



<b>Id-Reference</b>	<b>97-Pr-000828</b>
<b>Media (Support)</b>	HC
<b>Title</b>	Ghassan Tuéni : Sauver l'héritage, et non pas le système
<b>Subtitle</b>	
<b>Section</b>	
<b>Language</b>	Français
<b>Source</b>	L'Orient-Express
<b>Page</b>	56 à 64
<b>Date</b>	No 14, Janvier 1997
<b>Author</b>	Entretien – document réalisé par Samir Kassir
<b>Co-Author</b>	
<b>Keywords</b>	
<b>Persons</b>	Ghassan.Tuéni – Charles.Malik – François.Mitterand – Charles.Hélou – Georges.Schéhadé – Nadia.Tuéni – Alexi.Boutros – César.Gemayel – Omar.Onsi – Albert.Hourani – Abdallah.Hajje – Fouad.Chéhab – Raymond.Eddé – Toufic.Youssef.Aouad – Hussein.Ouwainy – Charles.Debbas – Michel.Asmar – Georges.Naccache – Béchara.Khoury – Camille.Chamoun – Emile.Boustany – Dikran.Tosbath – Abdallah.Hajje – Fouad.Chéhab – Raymond.Eddé – Roger.Assaf – Chester.Bowles – Kamal.Joumblatt – Youssef.Beidas – Jamal.abd.Nasser – Rachid.Karamé – Moussa.Sadr – Georges.Khodr – Grégoire.Haddad – Pierre.Gemayel
<b>Locations</b>	Liban – Beyrouth – Grèce – Albanie – Yougoslavie – Syrie – Palestine – Europe – Baalbeck – Egypte – Indonésie – Dhour.Choueir – Damas – Caire – Békaa – Faraya – Cèdres
<b>Dates</b>	1996 – 1958 – 1943 – 1968 - .. :09 :1952 – 1966
<b>Themes</b>	Liban – Ghassan.Tuéni – patron.Nahar – Nahar – guerre.Liban – guerre.libanaise – après.guerre – inauguration.Casino.Liban – Casino – politique.économique – culture.casino – avant.guerre – Moyent.Orient – économie.Pétrole – Golfe – Intra – presse.libre – culture – société.libanaise – musique – Taëf – Orchestre.symphonique – Farroukh – Mourani – Srou – Hayek – Cénacle – époque.Pleiade – MEA – prospérité.économique – Empire.Ottoman – histoire.libanaise – confessionnels – confessionnalisme – confessions – Libanais – entre.deux.guerres – parties.totalitaires – Indépendance – Pacte.National.1943



	<p>– assassinat.politique – Kamal.Joumblatt – génération.syndicalisme – Epoque.Casino – Festival.Baalbeck – Cénacle.libanais - nostalgie – opposition – révolution.constitutionnelle – Constitution – revolution.blanche – régime.président.Khoury – Front.socialiste.national – Rachid.Karamé – Aéro.Club – théâtre – liberté.information.chiites – système.libanais – régime.libanaise – politique.libanaise – Don.Quichotte – P.S.P.Joumblatt – B.N.Eddé – P.P.S – grève.général – Béchara.Khoury – Chambre.députés.libanais – Camille.Chamoun – Fouad.Chéhab – général.Aoun – Programme.minimum – Front.socialiste.national – régime.Chamoun – politique.pseudo.consensuelle – Septembrisards – Chéhabisme – 1e.République – nassérien – unionistes – Union.syro.égyptienne – Américains – militarocratie – démocraties.militaires – armée – démocratie – Troisième.Force – armée.libanaise – régimes.militaires – libertés.publiques – chéhabistes – syndicalisme – accord.Dandach.Hermel – politique.Fouad.Chéhab – crise.Intra – mouvance.libéral – Youssef.Béidas – Banque.Centrale – arabisme – chrétiens – maronitisme – Islam.libanais – Arabes – president.République – Imam.Sadr – Chiites.Sud – Palestiniens – Amal – maronites – druzes – Revue.du.Liban – musulmans - combattants</p>
<b>Subject</b>	<p>Du Liban de «l'âge d'or» à celui de l'enfer, avant une cahoteuse renaissance, il fut et reste le spectateur engagé. Ghassan Tuéni s'en explique dans un long entretien-document avec Samir Kassir.</p>